

G

GABON.

— gestion financière compagnie française. — Voy. *T. O. M.*, § 41.

GAGE.

— des véhicules automobiles. — Voy. *Automobiles*, § 7.

GAILLAC.

— vin de. — Voy. *Viticulture*, § 52.

GAMAY.

— reconstitution des vignobles de l'Aube en plants. — Voy. *Viticulture*, §§ 58, 59.

GANTERIE. — Voy. TRAVAIL (réglementation du) (n° 2863) [12 février 1956] (p. 773 et 805), [13 février 1957] (p. 831).

GARAGISTE.

— motoriste (statut du). — Voy. *Commerce et industrie*, § 52.

— récupération des taxes sur les produits pétroliers. — Voy. *Carburants*, § 42.

GARANTIE.

— de l'emploi aux personnels souscrivant un engagement temporaire dans l'armée. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 34.

— de l'emploi aux travailleurs malades ou accidentés. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 71.

— de recettes en matière de taxe locale. — Voy. *Finances locales*, § 46.

— de salaire dans le bâtiment. — Voy. *Traitements et salaires*, § 46.

GARD (Département du).

Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 174, 188.

— (**Suicide de deux contribuables nîmois**). Voy. INTERPELLATIONS, n° 167 bis.

GARDE.

— de l'enfant (procédure de divorce). — Voy. *Code civil*, § 38.

— meubles (statut des). — Voy. *Commerce et industrie*, § 79.

— routière territoriale. — Voy. *Voirie*. § 17.

GARDE RÉPUBLICAINE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret relative à la réorganisation de la

musique de la Garde républicaine. présentée à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1783.

§ 2. — Proposition de loi de M. Hernu relative à la réorganisation de la musique de la Garde républicaine de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1987.

§ 3. — Proposition de loi de M. Florimond Bonte et plusieurs de ses collègues tendant à la réorganisation de la musique de la Garde républicaine de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 6098.

§ 4. — Proposition de loi de M. Edmond Michelet relative à la réorganisation de la musique de la Garde républicaine, présentée au Conseil de la République le 11 février 1958 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 236 (année 1957-1958).

§ 5. — Proposition de loi de M. Guy Desson et plusieurs de ses collègues tendant à la réorganisation de la musique de la Garde républicaine de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 6781.

§ 6. — catégorie spéciale. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 1^{er}.

— assurer statut ancien pour gardes en activité. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 7.

GARDIENNAGE.

— profession du. — Voy. *Commerce et industrie*, § 54.

GARDIENNES.

— d'enfants. — Voy. *Enfance (protection de l')*, § 6.

GARDIENS.

— de la paix ayant eu un grade d'officier

pendant la guerre. — Voy. *Police (personnel de la)*, §§ 9, 32, 35.

— de la paix en mission en Algérie. — Voy. *Police (personnel)*, § 23.

GARE.

— d'Orsay (aéroport). — Voy. *Aéronautique*, § 3.

GARIBALDI (Commémoration du 150^e anniversaire de sa naissance). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 210.

GARNIS.

— Taxe sur les locaux loués en. — Voy. *Hôtels et meublés*, § 12.

GASCOGNE (Salaires des ouvriers gemmeurs de). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 326.

GAS-OIL.

— aux transporteurs routiers. — Voy. *Carburants*, § 25.

GATINE TOURANGELLE.

— Aide aux sinistrés de la crue des rivières de. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 233.

G. A. T. T. (Assentiment nécessaire au Marché commun européen). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 143 [22 janvier 1957] (p. 196, 199, 200).

GAULLE (Général de).

Voy. GÉNÉRAL DE GAULLE.

— (Sa position touchant la réforme des institutions). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1 [2 mars 1956] (p. 639).

GAZ.

§ 1^{er}. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi du 15 février 1941 » relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz (*Voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 1379, 1^{re} col., § 1^{er}*). Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 5.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Jean-Raymond Guyon tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire concourir le gaz de Lacq à l'expansion de l'économie française, spécialement dans la région du Sud-Ouest, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 1368.

§ 3. — Rapport fait (*au cours de la précédente législature*) au nom de la Commission de la production industrielle par M. Alfred Krieger sur la proposition de loi de M. Alfred Krieger et plusieurs de ses collègues tendant à l'assainissement des conditions d'exploitation des entreprises gazières non nationalisées (*Voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 1379, 2^e col., § 6*) (repris le 17 mai 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission du travail), n° 1876 ; rapport le 6 décembre par M. Gautier-Chaumet, n° 3466 ; avis de la Commission du travail le 1^{er} février 1957 par M. Robert Coutant, n° 3998 ; rapport supplémentaire le 19 février par M. Gautier-Chaumet, n° 4124. Adoption le 12 mars 1957 (2^e séance). — Proposition de loi n° 547.

Transmis au Conseil de la République le 14 mars 1957 (renvoyé à la Commission de la production industrielle et pour avis à la Commission des finances), n° 504 (année 1956-1957) ; rapport le 2 juillet par M. Bonnet, n° 780 (année 1956-1957) ; avis de la Commission des finances par M. Alric, n° 808 (année 1956-1957) et adoption avec modifications le 4 juillet 1957. — Proposition de loi n° 327 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 5 juillet

1957 (renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 5363 ; rapport le 17 juillet par M. Gautier-Chaumet, n° 5537 ; avis de la Commission des finances le 25 juillet par M. Tony Larue, n° 5645.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[19 février 1957] (p. 985), [12 mars 1957] (p. 1509). Entendus : MM. Gautier-Chaumet, *Rapporteur* ; Pagès, Calas, Paul Coste-Floret, Badie, Filippi, *Secrétaire d'Etat au Budget* ; Michel. Observations sur : le déficit des entreprises gazières non nationalisées et les instances par elles introduites contre les communes concédantes (p. 986, 992) ; la fermeture de l'usine d'Agde (p. 986 à 992) ; le reclassement des personnels (p. 987) ; les charges de personnel du Gaz de France (p. 987) ; les retards apportés à l'exploitation des gisements de Lacq (p. 990) ; la « dette » de l'Etat à l'égard des sociétés gazières visées (controverse) (p. 986, 992, 993) ; le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 993). — Art. 1^{er} : *Attribution de subventions* (p. 993) ; disjonction en vertu de l'article 10 du décret organique (*ibid.*). — Art. 2 : *Octroi de prêts du fonds de développement économique et social* (p. 993) ; adoption (p. 994). — Art. 3 : *Reclassement du personnel*, adoption (p. 994). — Art. 4 : *Charges des retraites afférentes aux agents mis en inactivité* (p. 994) ; disjonction en vertu de l'article 10 du décret organique (p. 994). — Article additionnel : amendement de M. Pagès tendant à faire transférer au Gaz de France les entreprises gazières dans l'impossibilité de continuer leur exploitation (p. 994) ; observations sur « la nationalisation des pertes » proposée (p. 995) ; le Gouvernement opposant l'article 10 du décret organique, l'amendement est renvoyé à la Commission des finances (p. 996).

Reprise de la discussion [12 mars 1957] (p. 1509) ; disjonction de l'amendement de M. Pages et de l'amendement de portée identique présenté par M. Louvel (p. 1509) ; amendement de M. Louvel tendant à prévoir la nationalisation des mêmes entreprises, mais subordonnée à un décret (p. 1509) ; observations sur le problème posé par l'usine d'Agde (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Michel tendant à prévoir la nationalisation, sur la demande de la collectivité concédante (p. 1509) ; retrait (p. 1510) ; adoption de l'amendement modifié de M. Louvel (nationalisation possible si les entreprises cessent leur exploitation) (p. 1510).

Explications de vote : observations sur la fermeture de l'usine d'Agde (p. 1510, 1511) ; adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1511). — Orateurs : MM. Badie, Calas,

P. Coste-Floret, Deixonne, *Président de la Commission* ; Filippi, *Secrétaire d'Etat au Budget* ; Gautier-Chaumet, *Rapporteur* ; Leenhardt, *Rapporteur général* ; Lemaire, *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* ; Louvel, Michel, Moisan, Pagès.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [23 juillet 1957] (p. 3890). Entendu : M. Gautier-Chaumet, *Rapporteur* ; observations sur : l'application de l'article 10 du décret organique à l'article premier, le relèvement du plafond de production au-dessous duquel les entreprises gazières peuvent échapper à la nationalisation (p. 3890). — Art. 1^{er} (p. 3890) ; amendement de M. Michel tendant à supprimer les dispositions relevant le plafond au-dessous duquel les entreprises gazières peuvent échapper à la nationalisation (p. 3890) ; l'article 10 du décret organique est opposé à l'article premier de la proposition qui est renvoyée en Commission (p. 3890). — Art. 3 : adoption (p. 3890).

§ 4. — Proposition de résolution de M. Calas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toute initiative en vue de s'opposer à tout licenciement, d'obtenir le maintien en activité de l'usine à gaz d'Agde et d'aboutir dans les plus brefs délais à la prise en charge de cette usine par « Gaz de France », présentée à l'Assemblée Nationale le 22 janvier 1957 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 3845.

§ 5. — Proposition de résolution de MM. Paul Coste-Floret et Badie tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi nationalisant l'usine à gaz d'Agde (Hérault), présentée à l'Assemblée Nationale le 22 janvier 1957 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 3849.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Southon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'établissement d'un feeder reliant la région productrice du gaz de Lacq à la région industrielle du centre de la France qui deviendrait ainsi un point central de distribution dans le reste du pays, présentée au Conseil de la République le 31 janvier 1957 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 326 (année 1956-1957).

§ 7. — Proposition de résolution de

M. Courrière et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'établissement d'un feeder reliant les régions productrices de gaz naturel du sud-ouest de la France à la région méditerranéenne et à la vallée du Rhône, présentée au Conseil de la République le 5 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 460 (année 1956-1957).

§ 8. — Proposition de résolution de M. Reoyo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à limiter les redevances pour location de compteurs pour les distributions de gaz et d'eau, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 5308 ; rapport collectif le 6 mars 1958 par M. Gautier-Chaumet, n° 6820 (Voy. *Electricité et gaz*, § 7).

§ 9. — adduction et distribution du (en Afrique du Nord et Sahara). — Voy. *T. O. M.*, § 168.

— fourniture à locataires d'acquits de quittances. — Voy. *Loyers*, § 75.

— de France. — Voy. *Entreprises nationalisées*, § 14.

— de Lacq (établissement d'un feeder). — Voy. *Gaz*, §§ 6, 7.

— production, transport et distribution du. — Voy. *Gaz*, § 1^{er}.

— tarification du. — Voy. *Electricité et gaz*, § 16.

— (Prix en Seine-et-Oise). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 298.

Voy. QUESTIONS ORALES, n° 230.

GAZA. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 135 [26 mars 1957] (p. 1868, 1869), [27 mars 1957] (p. 1890, 1901).

GAZ ET ÉLECTRICITÉ (Personnel). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [17 mai 1957] (p. 2534).

GAZ DE FRANCE.

Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

— (Absorption proposée des entreprises non nationalisées en 1946) (cas d'Agde). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [1^{er} février 1957], scrutin (p. 480); liste des votants (p. 499).

— (Droits des porteurs de parts). — Voy. TRÉSOR (n° 3703); Art. 8 [2 avril 1957] (p. 1969).

— (Rapport sur la gestion). — Voy. ENTREPRISES NATIONALISÉES (n° 6479).

GAZ DE LACQ.

Voy. INTERPELLATIONS, n° 200.

— (Distribution du). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 208.

GAZ NATUREL (Distribution). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 284.

GELÉES.

— de février 1956. — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 4, 11, 25, 30, 37, 79, 131, 154, 197.

— de 1957. — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 128, 133, 146, 151, 154.

Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

GEMMEURS.

— de la forêt de Gascogne. — Voy. *Forêts*, §§ 5, 6, 10, 11.

— des forêts de l'Etat (convention collective). — Voy. *Forêts*, § 7.

Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

GEMMEURS DE GASCOGNE. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 2 [13, 15 mars 1956] (p. 886, 887, 937, 938).

— **Salaires des ...** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 326.

GENDARMERIE NATIONALE.

§ 1^{er} — Proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à accorder la classification « catégorie spéciale » créée par la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 au personnel de la gendarmerie nationale et de la Garde républicaine, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 149.

§ 2. — Proposition de loi de MM. André Monteil, Penoy et Reille-Soult tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en matière de pensions, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 février 1956 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 388.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Félix Gaillard tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le personnel de la gendarmerie faisant usage d'un vélomoteur dans l'exécution du service à percevoir de l'essence détaxée, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 février 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale) n° 630.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la gendarmerie nationale l'indemnité dite « prime de danger » allouée aux personnels des compagnies républicaines de sécurité, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 février 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 670.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la gendarmerie nationale, lorsqu'ils sont victimes de leur devoir professionnel, les mêmes avantages que ceux accordés aux accidentés du travail du secteur privé, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 février 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale) n° 671.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter

les effectifs budgétaires de la Gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 février 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 672.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Jean Cayeux et Mme Francine Lefebvre tendant à inviter le Gouvernement à assurer pour les gardes et gendarmes en activité, le maintien du statut en vigueur à leur entrée en fonctions, spécialement pour la gendarmerie et la garde républicaine de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 février 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale) n° 868 ; rapport le 20 février 1957 par M. Plantevin, n° 4209 ; Adoption sans débat le 21 mars 1957. Résolution n° 565.

§ 8. — Proposition de loi de M. Brettes et plusieurs de ses collègues tendant à reculer la limite d'âge des officiers de la gendarmerie nationale, présentée au Conseil de la République le 17 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 413 (année 1955-1956).

§ 9. — Proposition de loi de M. Le Floch et plusieurs de ses collègues tendant à reculer la limite d'âge des officiers de la gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 1565 ; rapport le 19 décembre par M. Crouzier, n° 3603 ; rapport supplémentaire le 20 février 1957 par M. Crouzier, n° 4210.

§ 10. — Proposition de loi de MM. Médecin, Edouard Daladier et Garet tendant à la création d'une carte de prévôtal destinée aux militaires des prévôtés de l'avant, au titre de combattant, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 mai 1956 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 2003.

§ 11. — Proposition de loi de M. Hernu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites d'âge des officiers subalternes de la gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 septembre 1957 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 5769.

§ 12. — catégorie spéciale. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 1^{er}.

— effectifs de la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 6.

— H. L. M. pour la. — Voy. *H. L. M.*, § 1^{er}.

— limite d'âge des officiers de la. — Voy. *Gendarmerie nationale*, §§ 8, 9.

— majorations en matière de pensions. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 2.

— militaires de la (prime de danger). — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 4.

— militaires de la (victime du devoir professionnel). — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 5.

— officiers subalternes. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 11.

— surveillance de la circulation routière. — Voy. *Voirie*, §§ 31, 32.

— (Ancienneté des textes réglementaires). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 306.

— (et ses difficultés). Voy. INTERPELLATIONS, n° 347.

— (Situation du gendarme adjoint au commandant de brigade). — QUESTIONS ORALES, n° 158.

GENDARMES.

— essence détaxée aux. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 3.

GÉNÉRAL DE GAULLE.

— (Désignation comme Président du Conseil). — Voy. MESSAGES PRÉSIDENTIELS [29 mai 1958] (p. 2556).

— (Sa déclaration du 27 mai 1958). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6.

— (Ses intentions). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6.

GÉNIE RURAL.

§ 1^{er}. — Rapport et rapport supplémentaire fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'agriculture par M. Bourdellès sur la proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues

tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural (*Voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 1384, 2^e col. § 2*); (repris le 17 février 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'agriculture), n° 587; rapport collectif le 15 juin par M. Morève, n° 2206 (*Voy. ci-dessous, § 2*).

DISCUSSION [12 juillet 1956] (p. 3437). — Entendus: MM. Hamadier, *Ministre des Affaires économiques et financières*, de Se-maisons, Lucien Nicolas (p. 3437); le Gouvernement oppose l'article premier de la loi de finances (*ibid.*); en conséquence le texte est renvoyé à la Commission des finances (p. 3437). — Observations sur le renvoi du texte à la Commission des finances: *Voy. PROCÈS-VERBAL de la séance du 12 juillet 1956 [17 juillet 1956] (p. 3467, 3468)*. Entendus: MM. Morève et Lalle.

§ 2. — Proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 mai 1956 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 1776; rapport collectif le 15 juin par M. Morève, n° 2206 (*Voy. ci-dessus, § 1^{er}*).

§ 3. — Proposition de résolution de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser les indices de traitement des ingénieurs des travaux ruraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 6466; rapport collectif le 13 février par M. Charpentier, n° 6603 (*Voy. Fonctionnaires, § 174*).

§ 4. — ingénieurs du. — *Voy. Génie rural, §§ 1, 2.*

Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

— (**Parité réclamée avec les Ponts et Chaussées**). — *Voy. INTERPELLATIONS, n° 146 [6 mars 1957] (p. 1340).*

— (**Prélèvement au profit de l'Etat sur les versements effectués par les collectivités aux fonctionnaires du**). — *Voy. BUDGET DE 1957, n° 2951; Art. 46.*

GÉOMÈTRES-EXPERTS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de Mme Marie-Hélène Cardot tendant à étendre aux géomètres experts les barèmes d'honoraires définis aux articles 4, 5, 6 et 7 du décret n° 49-165 du 7 février 1949, présentée au Conseil de la République le 10 mars 1955 (*Voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 1385, 1^{re} col. § 3*); rapport le 9 février 1956 par M. Zussy, n° 253 (**année 1955-1956**). Adoption le 14 février 1956. — Proposition de loi n° 108 (**année 1955-1956**).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 14 février 1956 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 469; rapport le 27 avril par M. Kir, n° 1693.

§ 2. — barèmes d'honoraires des. — *Voy. Géomètres-experts, § 1^{er}.*

GÉRANTS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant à changer le statut des gérants d'agences postales du type Alsace-Lorraine, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 90.

§ 2. — Rapport fait (*au cours de la précédente législature*) au nom de la Commission du travail par M. Viatte sur la proposition de loi Mme Francine Lefebvre tendant à rétablir dans leurs droits au regard de l'assurance vieillesse les bibliothécaires-gérants travaillant pour le compte de l'entreprise concessionnaire des bibliothèques dans les gares de la S.N.C.F. et du chemin de fer métropolitain de Paris (*Voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 1387, 1^{re} col. § 4*); (repris le 6 mars 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission du travail), n° 1008; rapport le 23 mars par M. Viatte, n° 1412; rapport supplémentaire le 27 juin par M. Viatte, n° 2358. Adoption sans débat le 17 juillet 1956. — Proposition de loi n° 191.

Transmis au Conseil de la République le 24 juillet 1956 (renvoyé à la Commission du travail), n° 657 (**année 1955-1956**); rapport le 30 juillet par M. Menu, n° 699 (**année 1955-1956**). Adoption le 31 juillet 1956. Proposition

de loi n° 272 (année 1955-1956), adoptée sans modifications par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 31 juillet 1956. — Proposition de loi n° 220.

Loi du 3 août 1956, publiée au *J. O.* du 5 août (p. 7375).

§ 3. — Proposition de loi de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi du 3 juillet 1944 précisant la situation au regard de la législation du travail, des gérants de succursales de maisons d'alimentation de détail, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 juillet 1956 (renvoyée à la Commission du travail), n° 2576.

§ 4. — Proposition de loi de M. Félix Gaillard tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi n° 55-729 du 28 mai 1955 relatif au statut social et fiscal des gérants de sociétés à responsabilité limitée, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 novembre 1956 (renvoyée à la Commission du travail), n° 3154; rapport collectif le 18 mars 1958 par M. Leclercq, n° 6917 (Voy. *ci-dessous*, § 29).

§ 5. — Proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à doter d'un statut professionnel les gérants non salariés des maisons à succursales multiples et des coopératives de consommation définies par la loi du 21 mars 1941 modifiée par la loi du 3 juillet 1944, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 avril 1957 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 4853.

§ 6. — Proposition de loi de M. Raymond Boisdé tendant à harmoniser avec l'article 211 du Code général des impôts les dispositions de la loi n° 55-729 du 28 mai 1955 fixant le statut des gérants de S.A.R.L. et des présidents directeurs et directeurs généraux de sociétés anonymes au regard de la législation de sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 mai 1957. (renvoyée à la Commission du travail), n° 4908.

§ 7. — Proposition de loi de M. Penoy tendant à préciser, eu égard à la législation de la sécurité sociale la position juridique des cogérantes d'alimentation des maisons à succursales ou non des coopératives de consommation, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 juillet

1957 (renvoyée à la Commission du travail) n° 5614.

§ 8. — d'agences postales. — Voy. *Alsace-Lorraine*, § 1^{er}.

— de cabines. — Voy. *P. T. T.*, § 39.

— de fonds de commerce (droit de préemption et indemnité de plus-value). — Voy. *Fonds de commerce*, § 4.

— majoritaires des S.A.R.L. (impôt sur le salaire des). — Voy. *Impôts directs*, § 2.

— de sociétés à responsabilité limitée (statut des). Voy. *Gérants*, §§ 4, 6.

— de succursales de maisons d'alimentation. — Voy. *Gérants*, §§ 3, 5.

GERMANIUM (Oxyde de).

— (Droits de douane sur le). — Voy. *DOUANES*, (n° 6681).

GERS (Département du).

Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 86, 173, 180.

GIBIERS.

— achat, vente, transport du. — Voy. *Chasse*, § 6.

— menacé de disparition. — Voy. *Chasse*, §§ 12, 15.

— sauvegarde du. — Voy. *Chasse*, §§ 10, 12.

— (Sauvegarde du). — Voy. *CHASSE*, (n° 3543).

— (Vente du). — Voy. *CHASSE*, (n° 2484).

GILBERT-JULES (M.).

— (Sa démission de la Ligue des Droits de l'Homme) (meeting d'Amiens). — Voy. *INTERPELLATIONS*, n° 74 [31 mai 1956] (p. 2153-2154).

GIRONDE (Département de la).

Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 27, 29, 55, 108, 152, 169, 179, 184.

— (Indemnité de chômage partiel aux ouvriers agricoles ; intempéries de janvier-février 1956). — (Voy. QUESTIONS ORALES, n° 188).

GISEMENTS.

— houiller alpin. — Voy. *Mines*, § 50.
— d'hydrocarbures (redevances tréfoncières).
— Voy. *Redevances minières*, §§ 4, 5.

GITES.

— ruraux (exemption d'impôts). — Voy. *Impôts (dispositions générales)*, § 31.

GLAOU. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 196.

GLISSEMENTS.

— de terrain dans les Ardennes et la Corrèze. — Voy. *Calamités publiques*, § 3.

GOLFE-JUAN. — (Flotte américaine et danger des engins atomiques). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 331.

GOVERNEMENT. — (Instabilité). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. P. Pflimlin [13 mai 1958]).

— (Possibilité de répondre au). — Voy. RÈGLEMENT (Interprétation du) [15 novembre 1957] (p. 4834), [12 février 1958] (p. 712).

GOVERNEMENT MILITAIRE DE PARIS. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 269.

GOVERNEMENT DE SALUT NATIONAL. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 135 (Débat et ordres du jour).

GOVERNEMENTS.

— territoriaux de l'Algérie. — Voy. *Algérie*, §§ 65, 70.

GRACE (mesures de). — (Cas d'anciens élus condamnés à mort pour collaboration). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 153.

GRAINES.

— subventions aux achats d'engrais et de. — Voy. *Agriculture*, § 139.

GRAISSES.

— et huiles de baleine. — Voy. *Douanes*, § 5.

GRANDE-BRETAGNE.

§ 1^{er}. — Rapport d'information fait au nom de la Commission de l'agriculture sur la situation et les problèmes agricoles en Grande-Bretagne, ainsi que les aspects agricoles des relations commerciales entre la France et ce pays, présenté au Conseil de la République le 11 juillet 1956 par M. Suran, n° 627 (année 1955-1956).

§ 2. — convention sur la sécurité sociale. — Voy. *Traités et conventions*, § 54.

Voy. INTERPELLATIONS, n° 135 (Débat).

— (Fourniture d'armes à la Tunisie). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT [15 novembre 1957] (p. 4833).

« GRANDE SOLOGNE ».

— association de la. — Voy. *Agriculture*, § 66.

GRANDS.

— brûlés (région dunkerquoise). — Voy. *Hospices et hôpitaux*, § 12.

— infirmes (allocation tierce personne). — Voy. *Assistance et prévoyance sociales*, § 45.

— infirmes (allocation salaire unique). — Voy. *Assistance et prévoyance sociales*, § 24.

— infirmes (situation des) — Voy. *Assistance et prévoyance sociales*, §§ 8, 41, 44.

— invalides de guerre. — Voy. *Dommages de guerre*, § 13; *Loyers*, § 2.

— invalides de la sécurité sociale (pension des). — Voy. *Sécurité sociale*, § 20.

— invalides accidents du travail (réversibilité). — Voy. *Accidents du travail*, § 37.

— magasins (régime fiscal des). — Voy. *Commerce et industrie*, § 43.

— mutilés et infirmes (carburant détaxé aux). — Voy. *Carburants*, § 38.

— mutilés inscrits maritimes. — Voy. *Inscrits maritimes*, § 1^{er}.

GRANDS CONSEILS.

— A. E. F., A. O. F. — Voy. *T. O. M.*, §§ 30, 56.

GRANDS MAGASINS. — (Impositions particulières). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 255.

GRANDVAL (M.). — (Responsabilités dans la politique sarroise). — Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS (n° 3181) [11 décembre 1956] (p. 5873, 5881).

GRATUITÉ.

— de l'enseignement dans les écoles normales supérieures. — Voy. *Enseignement supérieur*, § 13.

— dans les établissements français d'enseignement au Viet-Nam. — Voy. *Viet-Nam*, § 3.

— de transport aux parents de militaires blessés en Algérie. — Voy. *Circulation (facilités de)*, § 20.

— de transport aux permissionnaires. — Voy. *Armée*, §§ 47, 49, 142.

GREFFES DE PAIX.

— chauffage des. — Voy. *Organisation municipale*, § 32.

GREFFIERS.

— adjoints au tribunal administratif de

Paris (secrétaires et commis). — Voy. *Organisation administrative*, § 20.

— de charge en matière pénale. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 25.

— de justices de paix (fonctions de syndics judiciaires). — Voy. *Organisation judiciaire*, § 24.

— des justices de paix (rémunération). — Voy. *Organisation judiciaire*, § 6.

— titulaires de charge. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 9.

GRENIER (M.). — (Son rôle durant la guerre). — Voy. ELECTIONS (Charente-Maritime) [10 février 1956] (p. 240, 241).

GRÈVE.

— amnistie des grévistes. — Voy. *Amnistie*, § 6.

— sanctions pour faits de (cheminots). — Voy. *Chemins de fer*, § 4.

— (à la télévision). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 309.

— (Droit de — et licenciement dans les théâtres nationaux). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 356, 358).

— (des fonctionnaires). — Voy. MOTIONS PRÉJUDICIELLES [13 mars 1958] (p. 1583).

— (Violation du droit de) (mineurs rappelés de l'armée). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 290.

— (Problème du droit de — des fonctionnaires, jurisprudence du Conseil d'Etat). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 123.

GRÈVES.

Voy. INTERPELLATIONS, nos 212, 215.

— (Personnel de la R. T. F.) (déclaration du général Leschi). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 43.

— (dans les services publics). — Voy.

MINISTÈRES (Présentation de M. Mollet [28 octobre 1957] ; (Présentation de M. Gaillard [5 novembre 1957].

— (**Société des produits réfractaires de Longwy**) (trust Ugine). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 20.

— (du personnel du Comité parisien des œuvres universitaires). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 201.

— (**Etablissements Berliet à Venissieux (Rhône) : Sanctions**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 339.

— (**Amnistie pour faits de**). — Voy. AMNISTIE (n° 1229).

GROENLAND.

— services de navigation aérienne au. — Voy. *Traités et conventions*, § 68.

GROUPE.

— sanguin (inscription sur les pièces d'identité). — Voy. *Etat civil*, § 12.

GROUPE COMMUNISTE (Valeur de ses votes). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Mollet) [28 octobre 1957].

GROUPE DES INDÉPENDANTS.

— (**Attitude touchant la validité des apparentements poujadistes**) (déclaration de M. Pinay). — Voy. ÉLECTIONS (Aube) [18 avril 1956] (p. 1337, 1338).

— (**Opinion**). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Ch. de Gaulle) [1^{er} juin 1958].

— (**Position des**). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Mollet) [28 octobre 1957].

— (**Vote favorable du**). — Voy. MINISTÈRES (Déclaration de M. Bourguès-Maunoury) [12 juin 1957] (p. 2698).

GROUPE DU MOUVEMENT SOCIALISTE AFRICAIN. — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Pinay) [18 octobre 1957].

GROUPE M. R. P.

— (**Attitude touchant les apparentements poujadistes**). — Voy. ÉLECTIONS (Haute-Garonne) [15 février 1956] (p. 299).

— (**Groupements satellites créés aux fins d'apparement**). — Voy. ÉLECTIONS (Indre-et-Loire) [21 février 1956] (p. 377, 378, 381, 398).

— (**Opinion**). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Ch. de Gaulle) [1^{er} juin 1958].

— (**Position en matière constitutionnelle**). — INTERPELLATIONS, n° 135 [14 mars 1957] (p. 1591, 1592, 1597).

— (**Sa position**). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Pinay) [18 octobre 1957].

GROUPE DES RÉPUBLICAINS SOCIAUX.

— (**Modification de la répartition des sièges dans l'hémicycle**). — Voy. SIÈGES [27 janvier 1955] (p. 110).

— (**Position en matière constitutionnelle**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 135 [14 mars 1957] (p. 1594, 1595), [27 mars 1957] (p. 1904, 1906), [28 mars 1957] (p. 1938).

GROUPE SOCIALISTE.

— (**Diverses opinions**). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Ch. de Gaulle) [1^{er} juin 1958].

— (**Gestion financière du**). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Mollet) [28 octobre 1957].

— (**Position du**). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Pinay) [18 octobre 1957].

GROUPE U. D. S. R. (Groupements satellites créés aux fins d'apparentements). — Voy. ÉLECTIONS (Indre-et-Loire) [21 février 1956] (p. 377, 378, 384, 398).

GROUPE D'UNION ET FRATERNITÉ FRANÇAISE.

— (**Assagissement escompté**). — Voy. ALLOCUTIONS DU PRÉSIDENT, n° 3 [4 octobre 1956] (p. 4006).

— (**Caractère composite**) (**participation originelle d'éléments radicaux, socialistes, communistes**). — Voy. ÉLECTIONS (Charente-Maritime) [10 février 1956] (p. 237, 238, 246).

— (**Caractère totalitaire**) (**serment inconditionnel de fidélité prêté à M. Pujade, sanction acceptée de la potence**). — Voy. ÉLECTIONS (Bouches-du-Rhône) [3 février 1956] (p. 195, 196, 201) ; (Charente-Maritime) [7 février 1956] (p. 220), [10 février 1956] (p. 237 à 239) ; (Haute-Garonne) [14 février 1956] (p. 268, 269), [16 février 1956] (p. 328).

— (**Congrès de l'U.D.C.A. du 2 mai 1956**) (**ajournement demandé de la séance de l'Assemblée**). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [27 avril 1956] (p. 1603), [2 mai 1956] (p. 1641).

— (**Élections aux Chambres des métiers**) (**brimades prétendues à l'égard des candidats poujadistes**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 146.

— (**Exclusion de la majorité parlementaire**). — Voy. MINISTÈRES (déclaration de M. Bourges-Maunoury) [12 juin 1957] (p. 2695, 2697).

— (**Incidents à l'occasion de réunions poujadistes**). — Voy. INTERPELLATIONS, n°s 33 (Nice), 34, 41 (Toulouse), 41 (Brive), 64 (Montpellier), 67 (Moutiers), 85 Pas-en-Artois ; QUESTIONS ORALES, n°s 72 (Château-roux), 80 (Moutiers, Pas-en-Artois).

— (**Incidents à l'occasion de réunions poujadistes**) (**interdictions**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n°s 125 (Moutiers), 140 (Limoges).

— (**Modification demandée de la répartition des sièges dans l'hémicycle**). — Voy. SIÈGES [27 janvier 1956] (p. 110, 111).

— (**Opinion**). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Ch. de Gaulle) [1^{er} juin 1958].

— (**Sa position**). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Pinay) [18 octobre 1957].

— (**Positions adoptées touchant Suez et l'Algérie**). — Voy. POUJADE (M.).

— (**Réunion publique du**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 213.

— (**Saisie du journal « Fraternité Française » en Algérie**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 40.

— (**Son anti-communisme prétendu**). — Voy. ÉLECTIONS (Indre-et-Loire) [22 février 1956] (p. 430).

GROUPEMENTS ANTINATIONAUX.

Proposition de résolution de MM. Marignan et Pascaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures relatives au règlement du passif des groupements antinationaux, présentée au Conseil de la République le 25 juin 1957 (renvoyée à la Commission des finances), n° 759 (année 1956-1957).

GROUPEMENT POUR LA RÉFORME DE L'ÉTAT. — (**Parrainage : MM. Dorgères et Tixier-Vignancour**), (**apparentements**). — Voy. ÉLECTIONS (Manche) [25 avril 1956] (p. 1524, 1525, 1527, 1530).

GROUPES PARLEMENTAIRES (Liste des membres) [20 janvier 1956] (p. 46).

GRUYÈRE.

— Protection du gruyère Comté. — Voy. Commerce et Industrie, § 99.

GUADELOUPE.

- Baux ruraux. — Voy. *D. O. M.*, § 41.
- centre de cancérologie à la. — Voy. *D. O. M.*, § 6.
- cyclone à la. — Voy. *D. O. M.*, § 24, 26.
- élections dans la commune de Saint-Louis (Marie-Galante) Voy. *Commission d'enquête*, § 12.
- inscription sur les listes électorales en. — Voy. *D. O. M.*, § 14.
- justices de paix à la. — Voy. *D. O. M.*, § 33.
- législation des élections en. — Voy. *D. O. M.*, § 13.
- tarif douanier. — Voy. *D. O. M.*, § 10.

Voy. INTERPELLATIONS, n° 208.

— **Enquêtes administratives à la (distribution d'armes par le maire de Sainte-Anne).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 33.

— **(Crise politique, économique et sociale de la).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 115.

— **(Opérations électorales du 2 janvier 1956) (mise en cause des « témoins du pré-fét »).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 88.

GUATEMALA.

— accord de commerce. — Voy. *Traités et conventions*, § 37.

— **GUERRE ATOMIQUE (et rampe de lancement).** — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [28 mars 1958] (p. 2085).

GUERRE CIVILE.

— **(Danger de la).** — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. P. Pflimlin) [13 mai 1958].

— **(Menace de).** — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT n° 15.

— **GUERRE PSYCHOLOGIQUE.** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 201.

— **GUERRES COLONIALES. (leur coût)** Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

GUETTEURS.

— sémaphoristes. — Voy. *Marine marchande*, § 28.

GUI.

— non-destruction du — Voy. *Agriculture*, § 136.

GUIDE. —

— interprète officiel et courrier du tourisme. Voy. *Tourisme*, § 4.

GUYANE.

- Baux ruraux. — Voy. *D. O. M.*, § 41.
- inscription sur les listes électorales en. — Voy. *D. O. M.*, § 14.
- législation des élections en. — Voy. *D. O. M.*, § 13.

— **(Politique du Gouvernement en).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 202.

— **(Situation agricole difficile) (fourmi-manioc).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 146 [6 mars 1957] (p. 1338, 1339).

— **(Situation financière) (octroi de mer).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 89 [14 novembre 1956] (p. 4664).

— **(Problèmes agricoles) (fourmi-manioc etc.).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 2 [15 mars 1956] (p. 976, 977).